

## Faits saillants de la Conférence des Nations Unies sur la biodiversité:

**Jeudi 15 novembre 2018**

Jeudi matin, la réunion de haut niveau de la Conférence des Nations Unies sur la biodiversité a comporté deux tables rondes parallèles sur l'intégration de la biodiversité dans les secteurs de l'énergie et des mines et de la santé. L'après-midi, la plénière a entendu les rapports des tables rondes; a adopté la Déclaration ministérielle de Charm el-Cheikh; a organisé une table ronde sur le cadre mondial pour la diversité biologique après 2020 et la vision à l'horizon 2050; et a lancé l'Alliance internationale sur la nature et la culture. À l'heure du déjeuner, les participants à la réunion de haut niveau ont planté des oliviers au Peace Park, le jardin botanique de Charm el-Cheikh.

Table ronde sur l'intégration de la biodiversité dans les secteurs de l'énergie et des mines

Le coprésident Tarek El-Molla, ministre égyptien du Pétrole et des Ressources minérales, a souligné le rôle que jouent les secteurs minier et énergétique dans l'économie, ainsi que leur impact direct et indirect sur l'environnement et les services écosystémiques. Il a donné un aperçu des mesures nationales prises pour réaliser le développement économique tout en protégeant la nature.

Le co-président Carlos Manuel Rodriguez, ministre de l'Environnement et de l'Énergie du Costa Rica, a souligné que la fusion des ministères de l'Énergie, des Mines et de l'Environnement y a contribué à enrayer la déforestation. Il a déclaré que le pays produisait désormais 100% de son électricité à partir de sources renouvelables, alors que l'économie y a triplé. Il a présenté les étapes du cheminement vers un nouveau paradigme des transports et de la mobilité, qui vise à électrifier le secteur des transports.

Denis Sandy, Ministre des terres, du logement et de l'environnement de la Sierra Leone, a attiré l'attention sur le rôle des secteurs minier et énergétique dans le pays et sur les conséquences de la déforestation. Il a mis en exergue les efforts nationaux visant à améliorer la gestion des bassins versants, à transformer le secteur de l'énergie et à réexaminer la législation régissant l'exploitation minière afin d'y garantir des avantages pour les communautés locales.

Thembelani Thulas Nxesi, ministre des Travaux publics d'Afrique du Sud, a parlé de l'innovation et l'investissement dans la restauration des paysages post-miniers, signalant que la recherche montre que le traitement du drainage minier acide peut récupérer les minéraux, constituer une source d'eau purifiée et créer des emplois.

Brian Sullivan, directeur exécutif de l'Association internationale de l'industrie pétrolière pour la conservation de l'environnement, a parlé de son rôle consistant à aider l'industrie à améliorer ses performances environnementales et sociales à travers l'établissement d'une liaison avec les Nations Unies, sans lobbying, et l'exercice d'une pression interne sur le secteur pétrolier et gazier.

Des participants ont parlé de stratégies nationales visant à lutter contre les impacts de l'exploitation minière sur la biodiversité, comportant notamment: l'interdiction de l'exploitation minière dans les réserves forestières; des poursuites pénales pour violation du code minier; le renforcement de la réglementation encadrant les petites exploitations minières; l'obligation de compensations

pour la restauration des terres après les activités minières; et l'imposition d'une taxe sur l'activité minière en faveur d'un fonds fiduciaire foncier. D'autres ont parlé de mesures visant à: produire du biogaz à partir de plantes envahissantes; éliminer progressivement certains combustibles de cuisson; et intégrer le principe de précaution dans la planification.

Des participants ont évoqué: les efforts nationaux pour minimiser les impacts de l'extraction et garantir des écosystèmes sains; des voies et moyens d'améliorer la transparence et la responsabilité; et des voies et moyens de développer de nouveaux modèles énergétiques qui réduisent à la fois les impacts environnementaux et la dépendance aux importations. Ils ont ensuite parlé: de la transition vers une économie circulaire; de la restauration et réhabilitation de sites miniers; de l'élimination progressive de l'utilisation du mercure dans les mines; de l'adoption de modèles économiques plus intelligents respectant les limites biophysiques; et la nécessité de résoudre les conflits entre les évolutions de l'énergie éolienne et les objectifs de la biodiversité au stade de la planification.

Des participants ont élaboré sur la prise de mesures nationales dont, notamment: la restauration de récifs coralliens; l'établissement de parcs éoliens offshore pour préserver la biodiversité marine; une coopération transfrontalière pour relier les réserves forestières; la création de comptes séquestres pour couvrir la fermeture de mines; et le suivi des activités minières de sociétés opérant à l'étranger.

### Table ronde sur l'intégration de la biodiversité dans la santé

La coprésidente, Hala Zayed, ministre égyptienne de la Santé et de la Population, a souligné l'importance d'étudier les liens entre santé et biodiversité, y compris, entre autres, la mesure de l'impact de la pollution atmosphérique. La coprésidente, Karolina Skog, ministre suédoise de l'Environnement, a décrit les efforts nationaux déployés pour développer des villes inclusives, résilientes, respectueuses de la biodiversité et respectueuses de l'environnement, pour édifier «le fondement même de notre qualité de vie».

Barbara Thomson, sous-ministre des Affaires environnementales de l'Afrique du Sud, a souligné que plus un pays investi dans la biodiversité, moins il y a d'impacts négatifs sur la santé humaine. Joy St. John, sous-directeur général pour le climat et autres déterminants de la santé, Organisation mondiale de la Santé (OMS), a souligné que seulement 5% des ressources mondiales du secteur de la santé sont consacrées à la prévention, et a signalé la publication d'un rapport complet et faisant autorité, publié par l'OMS, sur les liens entre santé et biodiversité.

Au cours du débat qui a suivi, les participants ont mis en exergue les expériences nationales dans les domaines: du renforcement de la conservation de la biodiversité pour la nutrition et le bien-être, ainsi que l'utilisation traditionnelle des plantes médicinales; de l'élaboration d'un portefeuille national sur la qualité de l'air, de l'eau et de l'assainissement afin de réduire les impacts négatifs sur la santé; de la lutte contre le paludisme, notamment à l'aide d'outils nécessitant des mesures de biosécurité; de la préservation de l'environnement contre les organismes génétiquement modifiés et, dans certains pays, de la chaîne alimentaire; de la sensibilisation à l'importance de la biodiversité pour le secteur de la santé; de l'intégration du droit

humain à l'eau dans les constitutions nationales; et de l'application des lois relatives aux violations qui nuisent à la vie humaine, à la faune et à la flore sauvages et à l'environnement.

Les participants ont appelé à: une collaboration entre l'OMS et le PNUE afin de garantir que les liens entre la santé et la biodiversité soient pris en compte dans toutes les régions; ne pas utiliser l'environnement naturel comme moyen de pression dans des situations de conflit; s'attaquer aux entraves posées à l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, ainsi qu'aux agents de la pollution de l'air, de l'eau et des sols; la mise en place de plateformes de financement adéquates pour le traitement des liens entre biodiversité et santé; et l'intégration d'objectifs liés à la santé dans le cadre pour l'après-2020.

Des délégués ont également souligné que: la biodiversité agricole est à la base de la diversité alimentaire; l'exposition au bruit et aux produits chimiques constitue une menace importante pour la santé humaine et pour la biodiversité; l'aménagement d'espaces verts a des effets positifs sur la santé physique et mentale; et l'érosion de la biodiversité, dans certaines régions, affecte également leur culture.

### Plénière

La Secrétaire exécutive de la CDB, Cristiana Paşca Palmer, a présenté une publication marquant le 25e anniversaire de l'entrée en vigueur de la Convention.

La plénière a entendu les rapports des tables rondes qui ont porté, notamment sur: les possibilités de rendre les développements des secteurs économiques compatibles avec les objectifs en matière de biodiversité; les rôles de la législation, de la bonne gouvernance, de la recherche et des avancées technologiques, ainsi que l'importance de la participation des communautés et des parties prenantes; la nécessité de réfléchir aux mesures à prendre pour intégrer la diversité biologique dans les secteurs économiques, dans le cadre pour l'après-2020; et la nécessité d'une cohérence des politiques au niveau national.

**Déclaration de Charm el-Cheikh:** La Plénière a ensuite adopté la Déclaration de Charm el-Cheikh sur l'investissement dans la biodiversité pour l'être humain et la planète, élaborée par l'Égypte à la suite de consultations avec les parties.

Dans la Déclaration, les gouvernements s'engagent à œuvrer pour intégrer la biodiversité dans tous les secteurs, à travers, notamment l'intégration des valeurs de la biodiversité dans les cadres législatif et politique, ainsi que dans les plans de développement et de financement; l'élimination ou la réforme progressive des subventions et autres incitations néfastes; le renforcement des approches écosystémiques d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets; et la promotion de modes durables de production et de consommation et d'une économie circulaire; et la facilitation de l'accès aux technologies pertinentes et de leur transfert. Ils invitent en outre l'Assemblée générale des Nations Unies à convoquer un sommet sur la biodiversité avant la CdP 15 de la CDB prévue en 2020, afin de souligner l'urgence que revêt la prise de mesures, aux plus hauts niveaux, en faveur du cadre mondial pour la biodiversité pour l'après-2020.

**Groupe de discussion sur le cadre de la biodiversité mondiale pour l'après-2020 et la vision à l'horizon 2050:** Le débat a été présenté et modéré par la présidente de la réunion de haut niveau, Yasmine Fouad. Paşca Palmer a parlé de «l'urgence impérieuse d'agir maintenant», citant Martin Luther King. Elle a souligné que la communauté internationale devait, entre autres, prendre position dans les marges les plus proches du basculement écologique mondial et édifier une coalition mondiale qui engage et responsabilise toutes les parties prenantes.

Ahmed Kamali, vice-ministre de la Planification, suivi et réforme administratives de l'Égypte, a parlé de l'engagement du secteur privé et de la société civile à transformer les mentalités et à aider les populations à reconnaître la biodiversité en tant qu'élément important de la sécurité alimentaire, de la santé humaine, du développement communautaire et d'autres objectifs économiques et sociaux. Claire Tutenuit, directrice exécutive de 'Entreprises pour l'Environnement', a présenté son organisation dans laquelle 40 entreprises françaises ont pris dix engagements communs en faveur de la nature. Karmenu Vella, commissaire européen chargé des affaires maritimes et de la pêche, a appelé à la détermination et mise en œuvre d'objectifs prioritaires clairs et ambitieux. Huang Runqiu, vice-ministre de l'écologie et de l'environnement de la Chine, a souligné l'importance de préserver l'intégrité de la nature et a parlé des efforts déployés par son pays pour restaurer les espèces, protéger les couloirs de biodiversité et réaliser le développement vert.

Manuel Pulgar Vidal, WWF International, a axé son intervention sur le mandat, la vision et autres éléments permettant d'élaborer un cadre clair pour l'après-2020, précisant que tous les éléments doivent être mesurables, que les progrès doivent être suivis et que toutes les étapes doivent impliquer des acteurs non étatiques. Mirna Inés Fernandez, Réseau mondial des Jeunes pour la biodiversité (RMJB), a affirmé que les Jeunes sont de plus en plus déconnectés de la nature. Elle a appelé à l'intégration des savoirs traditionnelles et à la mise en œuvre intégrale du consentement préalable des peuples autochtones. Martha Rojas Urrego, Secrétaire générale de la Convention de Ramsar, parlant au nom des conventions relatives à la biodiversité, a exprimé son engagement à contribuer au cadre pour l'après-2020 d'une manière qui réponde aux objectifs de toutes les conventions.

Le président Fouad, avec Paşca Palmer, et Huang Runqiu, vice-ministre de l'écologie et de l'environnement de la Chine, ont présenté le «Programme d'action de l'Égypte à la Chine pour la nature et l'être humain».

**Lancement de l'Alliance internationale pour la nature et la culture:** Paşca Palmer a souligné que la diversité culturelle et biologique, ainsi que la résilience bio-culturelle des communautés humaines qui en résulte, se dissolvent rapidement, et a appelé à sa protection pour les générations actuelles et futures.

Ghaith Fariz, directeur du Bureau régional de l'UNESCO pour les Sciences dans les États arabes, a déclaré que «la culture et la nature ne doivent pas être séparées», et a souligné le rôle de l'UNESCO dans la compréhension, la sauvegarde et la célébration de l'interaction entre biodiversité et culture. Rappelant aux délégués que le lieu où la nature et la culture se rencontrent est «notre identité même», Inger Andersen, directeur général de l'UICN, a mis l'accent sur trois aspects clés de la nature et de la culture: la bonne intendance; la protection du patrimoine; et le respect des droits individuels à s'engager dans des pratiques à l'interface de la nature et de la culture.

Mohamed Salem, directeur de la conservation de la nature au ministère de l'Environnement de l'Égypte, a souligné l'existence d'une reconnaissance du lien entre culture et nature depuis l'Antiquité en Égypte; et a appelé l'Alliance à renforcer les efforts internationaux dans ce domaine. Yeshing Juliana Upòn Yos, Forum international des peuples autochtones sur la biodiversité, a appelé à valoriser les vastes ressources naturelles et culturelles détenues par les peuples autochtones et leurs contributions à l'initiative.

**Déclarations de clôture:** Le Rwanda, au nom du GROUPE AFRICAÏN, a attiré l'attention sur les défis posés à la région. Samoa, au nom de l'ASIE ET DU PACIFIQUE, a déclaré que le cadre pour l'après-2020 doit être audacieux pour mettre en œuvre un changement transformationnel. L'Argentine, au nom du GRULAC, s'est engagée à intégrer la diversité biologique dans divers secteurs et à œuvrer en faveur du cadre pour l'après-2020. L'UE a appelé à l'adoption d'une approche stratégique à long terme en matière d'intégration. Le CANADA a attiré l'attention sur l'importance de l'investissement dans les infrastructures vertes et l'atténuation des catastrophes naturelles, ainsi que sur la création d'une nouvelle zone protégée dans la région de Dark Woods de la Colombie-Britannique.

Parlant au nom de la présidence de la CdP 15, la CHINE a exprimé son engagement à travailler sur le cadre pour l'après 2020 de manière ouverte et collaborative. La Présidente Fouad a indiqué qu'un Rapport de la Présidente sera élaboré et présenté à la CdP 14. Elle a clos la réunion de haut niveau à 18h54.

### Dans les couloirs

Au deuxième et dernier jour de la réunion de haut niveau, plusieurs participants ont apprécié d'en apprendre davantage sur les approches nationales efficaces exposées dans les tables rondes sur l'intégration de la diversité biologique. «Nous avons juste besoin de saisir l'occasion», a déclaré un délégué, soulignant les complémentarités entre les programmes de la biodiversité et de la santé. «L'intégration de la biodiversité ne sera pas facile, en particulier dans les secteurs de l'énergie et des mines, mais chaque effort compte, que ce soit au niveau de la planification, de la mise en application ou de la restauration», a indiqué un autre délégué. Beaucoup ont salué l'invitation faite à l'Assemblée générale des Nations Unies à convoquer un sommet sur la biodiversité avant 2020, afin de faire de la biodiversité un thème engageant et de susciter un soutien sociétal de haut niveau et élargi en sa faveur. D'autres ont manifesté beaucoup d'enthousiasme pour le lancement de la nouvelle Alliance internationale sur la nature et la culture, qui constitue un pas en avant vers la transformation de la problématique et, enfin, pour aider le monde à reconnaître la biodiversité comme étant «le tissu vivant de notre planète».